



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

hôpitaux

Question au Gouvernement n° 1018

Texte de la question

HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Le Guen, pour le groupe socialiste.

M. Jean-Marie Le Guen. Je voudrais d'abord dire mon étonnement de voir que le secrétaire d'Etat aux personnes âgées a si peu de dossiers sur son bureau qu'il s'occupe des dossiers du ministre de l'industrie et répond sur Rhodia. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Mais le Gouvernement est libre du choix des priorités qu'il accorde à chacun de ses ministres.

M. le président. Monsieur Le Guen, posez votre question ! Ne tombez pas dans la provocation !

M. Jean-Marie Le Guen. Aujourd'hui, la très grande majorité des personnels et médecins hospitaliers organise une journée de mobilisation pour la défense de l'hôpital public. Cette démarche, exceptionnelle par son ampleur et sa diversité, traduit les inquiétudes de la communauté hospitalière devant les dangers de privatisation rampante de l'hôpital public (« *Et la MNEF ?* » sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire), qui ne dispose pas, malgré vos promesses, monsieur le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées, des moyens nécessaires. Evidemment, ce mouvement s'adresse à vous. Il ne s'agit pas, comme sur d'autres dossiers, de se défausser. (*Mêmes mouvements.*) C'est bien de la politique actuelle que vous conduisez en matière d'hôpital public qu'il s'agit.

M. Philippe Briand. Et la MNEF !

M. Jean-Marie Le Guen. L'hôpital public doit se moderniser et se réformer. Pour cela, il faut établir les conditions de la confiance, énoncer clairement les objectifs, donner les moyens, ouvrir non seulement la concertation, mais aussi la négociation quand le statut des personnels est en jeu.

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. A cause des 35 heures !

M. Jean-Marie Le Guen. Il faut aussi écarter clairement la logique de privatisation, former et embaucher les personnels nécessaires, leur reconnaître les conditions de travail auxquelles ils ont droit. En matière hospitalière aussi, vous faites malheureusement l'unanimité contre votre politique. Monsieur le ministre, allez-vous reprendre le chemin du dialogue et la négociation (« *Et la MNEF !* » sur la bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire) ou plutôt attendre qu'un mouvement de grande ampleur ne vous y contraigne ? L'hôpital public et ses usagers s'en porteront mieux ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées.

M. Jean-François Mattei, ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées. Monsieur Le Guen, sous la conduite du Premier ministre, le Gouvernement est un ! Votre remarque polémique n'est donc pas fondée. Le Gouvernement a été questionné. Il vous a répondu ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de*

l'Union pour un mouvement populaire.)

Vous m'interrogez sur la modernisation de l'hôpital et, sans risque, je pourrais vous dire que vous avez raison. Nous avons eu de nombreux débats au cours desquels nous sommes tombés d'accord sur les grandes directions qu'il fallait prendre.

M. Maxime Gremetz. Pas avec nous !

M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées. Je ne vais donc pas vous répéter des vérités. En revanche, je veux corriger certaines de vos affirmations. Le dialogue a été constant. A peine arrivés aux responsabilités, nous avons engagé, avec l'ensemble des partenaires, une concertation de six mois pour aboutir à un accord quasiment unanime sur l'application de la réduction du temps de travail.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. C'est pour cela qu'ils sont en grève !

M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées. Nous menons depuis quatre mois des concertations sur le statut des directeurs, des praticiens hospitaliers, sur le dialogue social à l'hôpital auquel le Gouvernement est attentif. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Enfin, vous avez raison de dire qu'il faut écarter toute privatisation dans l'hôpital public. J'ai répondu à Mme Muguette Jacquaint tout à l'heure : tous les postes qui avaient été promis par nos prédécesseurs, dont nous respectons à la lettre les engagements, seront créés, soit 45 000 postes hospitaliers, dont 3 000 de praticiens. Nous le ferons et ce ne sera pas payé par de l'argent privé ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Le Guen](#)

Circonscription : Paris (9^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1018

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 décembre 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 décembre 2003